

FLN-OAS

la fin de l'Algérie française

L'ultime rencontre, en présence du D' Mostefai, se tient dans l'après-midi du 15 juin au domicile de Tine. Le représentant du FLN précise d'entrée qu'il ne pouvait y avoir d'accord FLN/OAS dès lors que les accords d'Evian avaient réglé toutes les garanties exigées par le gouvernement français mais il s'engage à faire une déclaration radio-télévisée confirmant toutes les assurances sollicitées.

Susini, qui ferait une déclaration publique, donne son accord à la démarche suggérée par les plénipotentiaires algériens. Les deux parties conviennent que les textes des déclarations seront soumis à approbation par chacune d'entre elles. Un épisode inédit prenait ainsi fin qui allait se rajouter aux lourds contentieux spectaculairement révélés par la réunion de Tripoli au sein de la direction du FLN. Relevant les faux-fuyants des uns, les calculs des autres, Ali Haroun note que : «Dans une atmosphère délétère, prélude aux funestes événements qu'allait vivre l'Algérie, une fois éteints les lampions de l'indépendance, aucune voix ne pouvait soutenir les efforts conjugués du D' Mostefai et du président de l'Exécutif, soucieux avant tout de préserver au mieux le potentiel du pays déjà saigné par sept années et demie d'une guerre atroce.» ⁽¹²⁾ L'accord FLN/OAS sera, sans surprise, convoqué dans les luttes de pouvoir, désormais à visage découvert, et conduit les trois responsables de l'Exécutif provisoire à déposer leur démission le 27 juin.

Pour autant qu'il visait, du point de vue de l'OAS, à garantir la présence et les droits des Européens dans l'Algérie indépendante en devenir, cet accord aura rapidement été vidé de son contenu par ce qu'il est convenu de désigner comme «l'exode» des Français d'Algérie vers la France. Pourquoi alors y revenir dès lors qu'il n'impactera pratiquement pas la tenue du référendum du 1^{er} juillet et principalement le contenu de l'indépendance algérienne ?

La raison la moins discutable est historique car enfin cet accord fait partie de l'ensemble de l'entreprise de libération nationale conduite par le FLN et qu'un demi-siècle après la consécration de l'objectif de l'indépendance la seule sanction désormais légitime du passé est celle de connaissance qui attend encore, dans notre pays, la levée des peurs et des interdits.

Sur un autre registre, il ne peut échapper à l'observation que la situation et les positions des Européens d'Algérie au cours de la guerre d'indépendance algérienne continuent de faire l'objet de manipulations, de mensonges et d'approximations qui, en l'absence de mises au point précises du côté algérien, ont acquis d'une part une capacité d'impact sur les débats franco-français — ouvrant droit notamment à un cours clairement révisionniste au sein de la recherche française — et constituent d'autre part une hypothèque à laquelle les dirigeants français se sont objectivement résignés dans leur appréciation des relations entre les deux Etats. La loi du 23 février 2005 — prônant la reconnaissance et l'enseignement des aspects positifs de la colonisation — en offre l'exacte illustration alors que la commémoration du cinquantenaire en France avait vu se dresser — à Nice, Evian, Nîmes, Marseille, entre autres — les oppositions parfois violentes d'organisations dites de «rapatriés» souvent soutenues par les élus de l'ancien parti présidentiel UMP alors que les plus virulentes d'entre elles travaillaient activement — c'est notamment le cas à Perpignan — à une claire réhabilitation des figures de l'OAS dans l'espace public français.

La spectaculaire décoration, par le président français sortant, d'Hélie de Saint Marc, officier putschiste d'avril 61 condamné par la justice française, appelle toute l'attention sur ce qui ne s'ins-

crit plus sur le seul registre d'une «guerre des mémoires».

3- Une construction victimaire : «les rapatriés»

L'accord du 17 juin 1962, qui à l'exigence formelle du FLN ne devait supporter qu'une déclaration publique dès lors qu'il ne pouvait contrevenir à la lettre et à l'esprit des accords d'Evian, demeure un marqueur important des conduites des Européens d'Algérie d'abord en ce sens qu'il scelle sans ambiguïté la fin formelle de l'Algérie française. L'OAS reconnaissant en effet la réalité d'une République algérienne s'attachait à négocier les termes d'une représentation de la communauté européenne dans les institutions du nouvel Etat.

L'accord aura été, sur le terrain, impuissant à juguler la stratégie de départ à laquelle se ralliait un nombre de plus en plus important d'Européens alors que l'interdit qu'avait expressément fait peser l'OAS sur toute forme de sortie d'Algérie n'avait plus d'effet dissuasif.

Il importe de relever que les conditions dans lesquelles les Européens d'Algérie avaient fait le choix de quitter une Algérie qui n'était plus française procédaient principalement de mouvements internes à la communauté et qu'en tout état de cause ce choix ne s'est pas effectué sous la contrainte d'un FLN — par ailleurs réputé militairement défait — ni de violences directes de la part des musulmans algériens.

Déclinant les divers motifs du départ massif des Européens d'Algérie, le journaliste Pierre Daum retenait en particulier la peur des représailles en raison de l'engagement dans les rangs de l'OAS relève : «Pourtant une grande majorité d'Algériens n'a pas manifesté d'esprit de vengeance et leur étonnement était grand au moment du départ en masse des Européens.» ⁽¹³⁾ Ces départs se sont échelonnés sur plusieurs mois au cours de l'année 1962 et on sait désormais, avec la publication de l'ouvrage de Pierre Daum ⁽¹⁴⁾, que d'une part ils n'avaient pas concerné la totalité des Européens d'Algérie — quelques deux cent mille feront le choix de rester — et que d'autre part et en dépit du contexte politique algérien particulièrement difficile, il n'y eut aucune violence visant les Européens dans le pays. L'attention peut être recommandée, dans les entretiens d'un grand intérêt de l'auteur avec ces «pieds-noirs» qui sont restés en Algérie, sur le cas de cet héritier d'une grande entreprise de transport de Blida, engagé dans les rangs des forces spéciales françaises, ayant combattu les armes à la main les maquisards de l'ALN et qui finira cadre supérieur dans les institutions de l'Etat algérien indépendant. La littérature, y compris celle des historiens, reconduit cependant sans plus d'examen la thèse du «million d'Européens» contraint à «l'exode», sans qu'il soit clairement rappelé que le choix du départ — qui n'est pas dénué de fondements politiques — s'inscrivait tout à fait en contrechamp des engagements des négociateurs d'Evian et il est utile de rappeler que cette question, celle des garanties reconnues aux Européens d'Algérie, aura été l'une des pierres d'achoppement des négociations entre le gouvernement français et le GPRA et une lecture, même rapide, des accords d'Evian suffira à faire justice de la position algérienne. Il est même justifié de soutenir que l'hypothèse d'un départ massif des Européens n'aura pas réellement retenu les négociateurs du GPRA. «A l'époque, nous avions tous les deux — négociateurs algériens et français — estimé au minimum à 600 000 le nombre des Français qui resteraient. Les événements nous ont démentis», rapporte Lakhdar Bentobbal, ministre de l'Intérieur du GPRA. ⁽¹⁵⁾

Dit plus simplement, le FLN n'a ni imposé ni accéléré le départ des Européens d'Algérie qui renvoyait moins à une stratégie «d'épuration ethnique» aujourd'hui imputée plus ou moins explicitement aux dirigeants algériens qu'aux choix politiques des Européens d'Algérie au cours de la guerre et notamment dans la séquence meurtrière de l'OAS.

Un courant particulier de la recherche en France s'attache depuis quelques années à légitimer la reconstruction victimaire des «rapatriés» en effaçant sans autre forme de procès la responsabilité des uns et des autres dans le cours de la guerre. Sans doute serait-il injuste et inapproprié de tenir, sans distinction, toute la communauté des Européens d'Algérie pour partie prenante des crimes de l'OAS mais le fait est que ceux qui s'en démarquèrent ne furent pas suffisamment nombreux pour peser sur le destin collectif. Hommes en armes et en guerre, ils demeurent ainsi éligibles aux lectures admises des conflits et en l'espèce figurent-ils bien dans les rangs des vaincus de la guerre d'indépendance et en aucune manière dans la catégorie des victimes. Les images récurrentes — assurément pathétiques — de files dans les ports et les aéroports ne disent pas tout et sur tout le monde et masquent sous l'émotionnel ce qui relève sans ambiguïté d'une fin de guerre. Il s'agit bien, pour l'essentiel, du cortège des vaincus. Cette position doit être assumée — Susini pour sa part revendique sans ambiguïté ses engagements — et non plus masquée par une construction victimaire qui sature, dans la complaisance et les calculs politiques, l'espace public français depuis des décennies.

En la matière, les victimes sont celles du terrorisme aveugle de l'OAS niées en France et facilement oubliées en Algérie et le rappel de leurs mémoires devrait mettre le sang sur les mains qu'il faut et réserver la compassion à ceux qui y ont droit. Cinquante années après l'accord du 17 juin — dont la singularité tient aussi au fait que ce soit la seule négociation formelle entre représentants des autochtones musulmans et ceux des communautés migrantes européennes en plus d'un siècle de colonisation — aucun éclairage n'est venu, du côté algérien, informer la réflexion ou réactiver les mémoires sur les rapports entre communautés d'une part et plus précisément sur leurs positions et leurs responsabilités durant la guerre d'indépendance. Comme si Alger n'avait pas encore appris que le silence ne pouvait indéfiniment apprivoiser l'histoire. De l'autre côté de la mer, les anciens de l'OAS qui s'en revendiquent et dressent des stèles, les harkis — sans doute aucun stigmatisés et ostracisés par la République française mais dont il faut bien rappeler que l'histoire violente ne peut se réduire aux chiffres fantaisistes de massacres de 1962 — continuent de figurer les victimes d'un fanatisme algérien sans cesse remis au goût du jour. En juin 1998, dans un échange avec le Dr Mostefai, le président Benkhedda écrit : «En fin de compte, je me dois malgré tout de rendre hommage aux frères du groupe FLN de l'Exécutif provisoire pour avoir conclu l'accord avec l'OAS. L'histoire leur a donné raison. Ils ont sauvé la population d'Alger d'un bain de sang et évité à la capitale algérienne des destructions massives et ruineuses. La nation leur en saura gré.» ⁽¹⁶⁾ «C'est à toi en premier lieu que la nation devrait être reconnaissante puisque sans ton accord, l'opération n'aurait jamais eu lieu», observant que «l'hommage aux frères de l'Exécutif provisoire» aurait plus de sens en juin 62. ⁽¹⁷⁾

A. M.

La déclaration du D' Mostefai

«Je sais le désarroi dans lequel vous êtes. Vous vous posez des questions sur votre avenir dans ce pays, sur votre sécurité, sur le respect de votre personnalité et de votre dignité d'hommes. Ces sentiments ont été exprimés par des dirigeants des organisations syndicales et professionnelles, et en particulier par les dirigeants de l'OAS avec lesquels nous nous sommes entretenus.

Et si j'ai participé à cet entretien c'est parce que son utilité a été reconnue par les dirigeants algériens dont vous entendez recevoir les assurances nécessaires.»

La déclaration de Jean-Jacques Susini

«Au nom du haut commandement de l'armée secrète, Jean-Jacques Susini vous parle. Algériens musulmans et européens, depuis la conclusion de l'accord du 17 juin entre le FLN et l'armée secrète, vous attendez, par delà des paroles d'espoir, de solides raisons d'espérer. Certes, vous avez souscrit aux paroles d'apaisement de part et d'autre mais pour reprendre confiance, les assurances positives vous manquaient encore.

Ces assurances comment aujourd'hui à être données. Les accords du 17 juin entrent progressivement en application. Les internés administratifs ont été libérés. Le recrutement d'une première phalange de 225 ATO européens a été décidé par l'Exécutif provisoire. Cette mesure inaugure la participation des Européens au maintien de l'ordre et constitue un premier gage de sécurité pour les Algériens d'origine européenne mais leur donne l'occasion de manifester leur loyalisme vis-à-vis de l'ensemble du peuple algérien. Un premier pas a donc été fait dans la réalisation des accords conclus. Dans ces conditions, le haut commandement de l'armée secrète vous invite, européens d'Algérie, à reprendre confiance et à répondre à l'appel que le général Salan vient de nous adresser à tous.»

NOTES

- 1-Farès (Abderahmane) : «La cruelle vérité» Casbah Editions-Alger 2000.
- 2-Dard (Olivier) : Voyage au cœur de l'OAS» Perrin Editions Paris 2005.
- 3- Legendre(Bertrand) «Confessions du N° 2 de l'OAS».
- 4-Dard op cité
- 5-Legendre op cité
- 6-Dard op cité
- 7- Peyroulou (Jean-Pierre) «Guelma,1945» Editions La Découverte Paris 2009.
- 8-Dard op cité.

- 9-Legendre op cité.
- 10 Farès op cité.
- 11- Cdt Azzeddine : «Et Alger ne brûla pas» ENAG Editions Alger 1997.
- 12- Haroun (Ali) «L'été de la discorde» Casbah Editions Alger 2000.
- 13 Daum (Pierre) «Ni valise ni cercueil» Editions Acte Sud Paris 2012.
- 14 Daum op cité.
- 15 Daum op cité.
- 16 : D' Mostefai (Chawki) Dans les coulisses de l'indépendance Témoignage.
- 17 D' Mostefai (Chawki) op cité.